

« Je ne suis pas candidat aux régionales »

BRUXELLES Didier Gosuin siégeait à la Région bruxelloise depuis sa création, en 1989

- ▶ Didier Gosuin cédera aussi le mayorat auderghemois en cours de législature communale.
- ▶ Le ministre de l'Emploi va par ailleurs créer D21, un mouvement de réflexion sur la crise de la démocratie libérale.

Belgique, on appellera ça « nationalisme ». C'est l'égoïsme, le repli sur soi, le frein au collectif.»

Face à cette crise de la démocratie libérale, le ténor amarante entend désormais jouer un rôle d'alerte, de réflexion. Pour le structurer, Didier Gosuin va créer un mouvement, qu'il baptise D21, en référence à D66, parti libéral social néerlandais. Au programme : des conférences, réunissant des citoyens, des académiques, des politiques... Une concurrence à l'é-change lancé par Jean-Michel Javaux ? « Non, j'en suis membre, je vais le rester, e-change, c'est plus une démarche méthodologique. Qui a du sens. Si on veut sauver ce pays, qui coûte énormément parce qu'il dysfonctionne, on doit travailler sur de grands projets fédéraux. »

Sa démarche s'inscrit dans le droit fil de sa philosophie d'action : « ne pas pleurnicher, ne pas flatter les mauvais instincts des électeurs, être réaliste, positif. » On peut sauver la démocratie libérale, en lui redonnant du sens, avec un pouvoir de régulation économique, écologique. J'y crois encore. Je pense qu'on n'est pas condamnés aux enfants naturels du néo-libéralisme, le populisme, le Trumpisme, le nationalisme, le fascisme. » Mais, insiste-t-il, « il faut rendre confiance à ceux qui se sentent exclus du système. Il faut apporter des réponses du moment à ceux qui tirent le diable par la queue, à ceux qui ont peu de qualifications, et des réponses d'avenir pour les jeunes, à qui on dit qu'ils vont hériter d'un monde pourri. »

J'ai décidé après mûre réflexion de ne pas me présenter aux élections régionales. » Didier Gosuin s'applique la règle de décumul sans compromis électoraliste : pour la première fois depuis la création de la Région bruxelloise, en 1989, il ne sera pas candidat. Soucieux de préparer la relève, il cédera par ailleurs le mayorat d'Auderghem (qu'il exerce depuis 24 ans), en cours de législature. Un choix, que l'on devine un peu cornélien, assumé franchement : « je respecte l'engagement que mon parti et moi avons pris. C'est élémentaire en politique. »

Quand on lui demande si, face au PS, au MR ou au CDH, qui chargent leurs listes régionales de ténors locaux. Défi ne se tire pas une balle dans le pied, en se privant, par exemple, de ses 22.906 voix de 2014, la réponse fuse. « Les partis se tirent une balle dans le pied s'ils trompent l'électeur ou ne préparent pas la relève. Le débat sur le décumul est cavaliard par les uns et les autres, ce n'est pas crédible, l'électeur demande de la clarté. »

Trente ans de politique régionale

Dans quelques mois, il tournera donc, à 66 ans, la page régionale bruxelloise – vingt ans au gouvernement et dix dans l'opposition au Parlement. Un bail ininterrompu, qu'il ne clôt pas sans une pointe de regret, reconnaît-il avec une infime battement de paupière. « C'est trente ans de combat, je suis de ceux qui ont construit la Région, qui ont géré les conflits, en ont résolu un certain nombre. » Le ténor amarante glisse rapidement sur son propre bilan : « j'ai marqué la politique environnementale, j'ai réorganisé la politique d'emploi et de formation... »

En quittant la politique active, celle des mandats exécutifs, Didier Gosuin n'a pas pour intention « de rester sous la couette à lire le dernier Houellebecq, en pleurant sur la décadence de la société ». C'est que, martèle-t-il, de la voix de stentor qu'il hausse quand il s'enflamme, l'heure est grave : « le néo-libéralisme est en fin de cycle. Si on s'entête à ne pas voir le problème, les inégalités vont croître, des tensions vont naître, regardez ce qui se passe en France. Le néo-libéralisme n'est pas une solution mais un échec, qui mène au populisme, en

« Je reste fidèle à Défi »

En disant cela, il retombe sur ces combats qu'il a menés durant toute sa carrière. « En trente ans, je n'ai jamais varié dans mes analyses ni mes discours », lâche-t-il. On lui reconnaît volontiers cette cohérence, qui l'a vu, inlassablement, réclamer un investissement massif dans l'enseignement et la formation. Pour nous rafraîchir la mémoire, Didier Gosuin a même ramené, dans son bureau avec vue imprenable sur la gare du Nord, la pile de coupures de presse, soigneusement gardées. Et de rappeler, aussi, son plaidoyer pour le libéralisme social, contre la sixième réforme de l'Etat, contre le nationalisme... De quoi nourrir D21 ? « Oui. Je veux aussi réfléchir sur le partage du temps de travail. Sur la nécessité, comme le défend Pierre Larrourou, de débloquer des milliards pour financer la transition écologique, comme on l'avait fait pour sauver les banques. Je propose aussi d'inscrire le droit à la qualification dans la Constitution. Regardez ce qui se passe chez Proximus, ça ne va pas : on considère que la main-d'œuvre est une valeur d'échange. Notre seule richesse, c'est le capital humain, on n'a pas investi là-dedans. Il faut aussi taxer, sans attendre un accord des 27, les Gafa... »

On interrompt sa lancée, pour lui demander s'il estime que les partis ne sont plus le bon instrument pour réfléchir à ces défis. « Les partis sont soumis à des freins, notamment électoraux. » Pris d'un doute, on lui demande s'il quitte Défi. « Non, je reste d'une grande fidélité à Défi. C'est le parti qui représente le plus ce que je pense. Mais pas à 100 %. Je veux réfléchir avec une totale liberté, trouver le moyen de donner plus de réponse aux idées. A titre personnel, je veux me consacrer aux grands enjeux, sur un ton positif, sans agiter les peurs... » Et de relancer de nouvelles idées... On sourit. Lui aussi : « je retourne du punch à faire cela. Au fond, je ne voulais pas faire la campagne de trop. Ni repartir, comme ministre, dans une politique de petits pas. »

MAXIME BIERMÉ
VÉRONIQUE LAMQUIN



Didier Gosuin ne sera donc jamais ministre-président bruxellois. © BRUNO DALMONTE

LE CASTING DE DÉFI

Olivier Maingain absent des listes fédérale et régionale

Le retrait de Didier Gosuin ouvre une course à la succession régionale... Tous les regards se tournent, prioritairement, vers Bernard Clerfayt, actuel bourgmestre de Schaerbeek. Mais, à ce stade, rien n'est décidé, chez les amarantes. Trois autres ténors ont du reste posé leur candidature pour emmener la liste à la Région : Cécile Jodogne (actuelle secrétaire d'Etat en charge du commerce extérieur au sein du gouvernement bruxellois), Emmanuel De Bock et Joëlle Maison (actuels députés régionaux et Uclois). Une chose est sûre, nous confirme Olivier Maingain : « la tête de liste sera candidat.e à la ministre-présidence ». Et, le cas échéant, démissionnera de son mandat local -



parmi les quatre noms cités, seul Bernard Clerfayt est concerné par ce cas de figure, dans lequel il pourrait céder le mayorat schaarbeekoï à Cécile Jodogne. Mais, répète-t-on chauscée de Charleroi, rien n'est fait, même si la décision devrait être annoncée dans les prochains jours. Quant à Olivier Maingain, il s'appliquera, lui aussi, la règle du décumul, qu'il a lui-même édictée/imposée pour son parti. Son choix est fait : président de parti et bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert. « Je ne serai donc pas candidat, en mai prochain, ni sur la liste régionale, ni sur la liste fédérale. » Une décision lourde de sens électoral, puisqu'en 2014, il avait rafié 32.246 voix sur son nom.

VLA



« On est dans une économie d'emprunt de l'avenir, on reporte sur les générations futures toutes les dettes »



Le Soir Bruxelles 17/01/2019, pages 4 & 5

Tous droits réservés. Réutilisation et reproduction uniquement avec l'autorisation de l'éditeur de Le Soir Bruxelles

« Je ne suis pas candidat aux régionales »

Envie de raccourcir votre wish list?